

# Marines : outils de sécurité, du Moyen-Orient à l'océan Indien



Immense zone de liberté et d'échanges de biens et de valeurs (câbles sous-marins de télécommunications), la mer devient aussi un espace d'insécurité et d'expression de la puissance des Etats, qui affirment leur présence navale, notamment en océan Indien.

Ce thème a été traité par le vice-amiral Antoine Beussant au cours d'une conférence-débat organisée, le 22 février 2017 à Paris, par le Centre d'études stratégiques de la marine. De 2013 à 2016, l'amiral a exercé les fonctions d'« Alindien », commandant la zone maritime et les forces maritimes de l'océan Indien ainsi que les forces françaises aux Emirats arabes unis. Son successeur, le contre-amiral Didier Platon (*photo*), a présenté la zone maritime de l'océan Indien (ZMOI) le 2 mars à l'occasion d'un point de presse du ministère de la Défense à Paris.

**Menaces protéiformes.** Les principales Marines du monde se manifestent en océan Indien, en raison de ses enjeux commerciaux et de son insécurité chronique, souligne l'amiral Beussant. La piraterie a été jugulée depuis 2013, grâce à l'action maritime internationale sur plusieurs années. Par ailleurs, la guerre ne peut résoudre tous les problèmes des pays du Moyen-Orient, qui dépendent de la seule ressource pétrolière et dont les gouvernements défailants

sont minés par la corruption. Il en résulte une situation politico-économique instable, sur laquelle se sont greffés le terrorisme et les migrations de masse. Des groupes extrémistes violents ont attaqué des bâtiments militaires d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis ainsi que des navires civils sous divers pavillons dans le Sud de la mer Rouge et le détroit de Bab el-Mandeb. Les trafics d'armes, d'êtres humains, de stupéfiants, d'alcool et de cigarettes prospèrent. La drogue, dont l'Afghanistan reste la plaque tournante, transite par mer vers l'Afrique, l'Europe et les Etats-Unis. Les réfugiés du Pakistan et d'Irak se dirigent, par mer, vers l'Arabie Saoudite et l'Afrique de l'Est. Suivront ceux du Yémen, en pleine guerre civile depuis 2004. Le retour à la sécurité nécessite le contrôle maritime des flux illicites, renforcé par l'action des pays riverains.

**Rivalités de puissances.** Les acteurs présents sur zone agissent ensemble, mais avec des objectifs opposés, explique l'amiral Beausant. Les Etats-Unis déploient 35.000 hommes (50 % de marins) dans le golfe Arabo-Persique et 1 seul groupe aéronaval de façon non permanente. Devenus le 1er pays producteur mondial d'hydrocarbures en 2014, ils concentrent leurs intérêts économiques sur l'Asie. La Russie prolonge son accès aux mers chaudes, de la mer Noire, son pivot stratégique, jusqu'à la Méditerranée. Elle pratique une politique du fait accompli (Crimée et Syrie), en réaction aux humiliations occidentales des années 1990. La Turquie s'affaiblit à l'intérieur, avec les purges au sein de l'armée à la suite du putsch de 2016, et à l'extérieur après l'échec de sa politique d'apaisement avec ses voisins, notamment l'Union européenne au sujet de l'Etat islamique (Daech) et des flux de migrants. La velléité hégémonique de l'Iran se heurte à la capacité limitée de l'Arabie Saoudite de calmer les tensions. L'Iran coopère avec les Etats-Unis sur le plan économique, mais préfère un accord de défense avec la Russie. Son influence s'étend de la Syrie, au Hezbollah libanais, au Nord-Yémen, à Bahreïn et même à l'Arabie Saoudite, dont la population de la zone pétrolière est à majorité chiite. Quoique 3ème pays du monde pour les dépenses militaires, l'Arabie Saoudite dispose de forces armées dépourvues de sous-officiers, cause de son enlisement au Yémen depuis le désengagement des Etats-Unis. L'Inde développe sa Marine pour s'imposer en océan Indien. La Chine y déploie plusieurs navires de surface et même un sous-marin. Elle a déjà conclu un partenariat stratégique avec le Pakistan, inquiet des accords similaires de pays occidentaux avec l'Inde.

**La ZMOI française.** Le quart du carburant consommé en France transite par le

détroit d'Ormuz et 40 % du commerce mondial par celui de Bab el-Mandeb, que les pays riverains n'ont aucun intérêt à fermer en cas de crise, souligne l'amiral Platon. Au-delà du détroit de Malacca, la Chine poursuit sa politique de points d'appui dans la région : construction d'une base navale à Djibouti ; développement du port pakistanais de Gwadar ; investissements au Sri Lanka. De son côté, Alindien doit maintenir le contrôle opérationnel des voies d'approvisionnements stratégiques de la France, qui a conclu des accords de défense avec le Koweït, le Qatar et les Emirats arabes unis (EAU). La ZMOI permet de conduire des opérations au Moyen-Orient et dans les zones maritimes adjacentes, notamment « Chammal » pour l'appui des forces irakiennes dans la lutte de la coalition internationale contre Daech. Une frégate patrouille en permanence dans le Sud de la mer Rouge et un avion radar ATL2 y remplit régulièrement des missions aéromaritimes. Les forces françaises aux Emirats arabes unis, de la Côte d'Ivoire et de Djibouti constituent les bases opérationnelles avancées de la France dans le monde. Celle d'Abou Dhabi accueille, depuis 2016, le 5ème Régiment de cuirassiers. Elle assure aussi le soutien des unités navales françaises et alliées dans la région et permet l'engagement de Rafale et l'accueil d'avions gros porteurs. Outre les quelque 700 personnels des trois armées, directions et services, la base abrite : 1 escadron de chasse de 6 Rafale ; 1 escadron blindé de 13 chars Leclerc, 14 véhicules blindés légers et 4 véhicules blindés de combat et d'infanterie ; 1 détachement d'artillerie de 4 canons Caesar. Outre les coopérations bilatérales opérationnelles, la base d'Abou Dhabi a aussi pour mission d'aguerrir et d'entraîner les forces françaises et alliées aux actions de combat en zones désertique et urbaine de type moyen-oriental. A titre indicatif, chaque année, 140 avions lourds et 40 navires de soutien logistique, pour la coalition internationale engagée au Levant, y font escale. Tous les 2 ans, 2 chasseurs de mines contribuent à la surveillance des fonds de 50-60 m du golfe Arabo-Persique pour suivre la situation sous-marine. L'amiral précise que tous les navires français prennent des mesures contre les attaques asymétriques, notamment le bâtiment de projection et de commandement *Mistral* qui doit venir dans l'océan Indien pour la mission « Jeanne d'Arc » (école d'application des élèves officiers de Marine). Enfin, par ses rencontres avec les autorités militaires locales, Alindien entretient la connaissance des cultures et des rapports de forces dans la région.

**Loïc Salmon**

L'océan Indien : espace sous tension

Proche-Orient : retour en force de la Russie dans la région

Marine nationale : le porte-avions et la mer dans les relations internationales

*Les armées françaises déploient en permanence, hors théâtres d'opérations extérieurs, 11.000 militaires hors de la métropole. Les forces de souveraineté se répartissent en : Polynésie française, 900 personnels ; Nouvelle-Calédonie, 1.450 ; Antilles, 1.000 ; Guyane, 2.100 ; La Réunion, 1.600. Dans le cadre des accords de défense, des forces de présence sont stationnées au Sénégal (350 personnels), en Côte d'Ivoire (950), au Gabon (350), à Djibouti (1.450) et aux Emirats arabes unis (650). L'océan Indien (22 Mkm<sup>2</sup>) est accessible par le canal de Suez et les détroits de Bab el-Mandeb, d'Ormuz et de Malacca. La France y dispose d'une zone économique exclusive de 2,8 Mkm<sup>2</sup>.*